

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DES LIBERTÉS

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

CONCOURS ou EXAMEN*:

ENM - 2^e concours

DATE : 7 juin 2016

MAGISTRATURE

ou d'y mettre un signe quelconque

*Le droit à un recours
un véritable droit,
l'action n'est pas
sans réticences
l'usage tout*

*ce
bilit*

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat : 0039

NOTE

13 / 20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

4

COMPOSITION DE Droit civil ou de procédure civile

Sujet = L'exécution du jugement

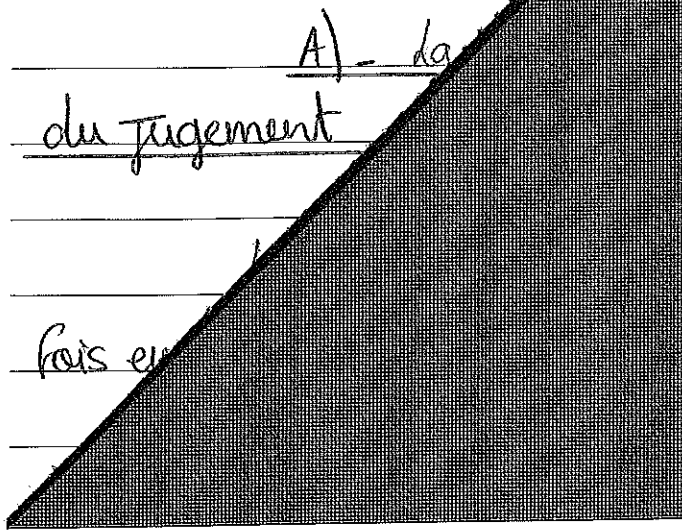
Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE
(signature)

* Rayer la mention inutile

*"Juris praecepta sunt haec ; honeste
vivere, neminem laedere, suum cuique tribuere".
(Les principes du droit sont les suivants : vivre
honnêtement, ne léser personne, rendre à chacun
ce qui lui est dû.). Dans cet adage romain
que l'on retrouve en ouverture du Digeste,
Ulpien mettait en avant les principes devant*

Il est interdit aux candidats de signer

A) - la
du jugement

fois en

permet véritablement de rendre à chacun ce qui lui est dû.

— guider le juge dans son office, celui-ci étant alors le gardien de la morale publique et des équilibres patrimoniaux. Force est de constater que ces principes, et notamment le dernier, trouvent une acuité particulière dans le cadre de l'exécution du jugement. En effet, matérialisation de la parole du juge, l'exécution du jugement

L'exécution du jugement peut être définie comme la mise en œuvre de la décision rendue par le juge. Prévue au sein du Titre XVI du livre premier du Code de procédure civile (CPC), elle est en grande partie régie par le Code des procédures civiles d'exécution (CPCex), code créé par l'ordonnance du 19 décembre 2011. À l'image de ce code spécifique qui lui est consacrée, l'exécution du jugement dispose d'une place tout à fait particulière au sein de la procédure civile; point ultime, elle en est l'aboutissement. En effet, bien souvent, la saisine du juge vise non seulement au règlement du litige, mais encore à l'obtention d'un avantage ou d'une restitution, parfois en nature, parfois monétaire. Or, si l'affirmation d'un droit par le juge est une chose, à elle seule, elle ne gage en rien de son effectivité matérielle. Aussi, un véritable droit à l'exécution du jugement a été mis en place, afin de mettre en œuvre et de s'assurer de l'exécution des décisions de justice, la procédure étant confiée à un juge spécifique; le juge de l'exécution.

Ainsi, véritable concrétisation du droit à un recours effectif, l'exécution du jugement est devenue un véritable droit, dont la place est grandissante. Toutefois, cette exécution n'est pas sans poser problème, de nombreux débiteurs étant parfois réticents à s'exécuter. Effectivement, dans certains cas, le débiteur refuse tout simplement d'obtempérer ; le juge devra alors recourir à la force publique. Dans d'autres cas, le débiteur peut être dans l'impossibilité matérielle de s'exécuter. Dans ce cadre, il appartient alors au juge et au législateur de protéger les intérêts de chacune des parties en opérant une conciliation entre d'une part le droit du créancier à voir la décision de justice exécutée, et d'autre part le droit du débiteur à voir ses libertés et droits fondamentaux respectés.

S'interroger sur cette conciliation impose de mettre en évidence à la fois la consécration du droit à l'exécution du jugement (I), mais également les résistances opposées à l'exécution du jugement (II).

I - La consécration d'un véritable droit à l'exécution du jugement

Le juge et le législateur ont peu à peu construit un véritable droit à l'exécution du jugement, encouragés par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). Aussi cette consécration est-elle à la fois normative (A) et matérielle (B).

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

A) - la consécration normative d'un droit à l'exécution du jugement

Le droit à l'exécution du jugement a été consacré à la fois en droit international (1) et en droit interne (2).

1) - Une consécration internationale = l'exécution du jugement comme composante du droit à un procès équitable

Dans l'arrêt *Hornsby c. Grèce* du 19 mars 1997, la CEDH a expressément consacré le droit à l'exécution du jugement comme une composante du droit à un procès équitable, droit prévu à l'article 6 paragraphe 1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le juge fait ici preuve de la cohérence de sa jurisprudence. En effet, dès 1975, dans son arrêt *Goldner c. Royaume-Uni*, il avait consacré le droit d'accès effectif au tribunal. Or, que serait ce droit d'accès, si le jugement rendu n'était pas respecté ? Une coquille vide à n'en point douter. Par conséquent, en 1997, le juge affirme que le droit à l'exécution du jugement est une composante du droit d'accès au tribunal, droit lui-même partie intégrante du droit à un procès équitable. Depuis, la jurisprudence dans ce sens est constante (*Katsaros c. Grèce*, 2002 par exemple).

Ainsi, en affirmant un droit à l'exécution du jugement, le juge favorise ici le créancier, et postule son droit à un recours effectif. De même, le droit à l'exécution du jugement est reconnu en droit interne par le législateur.

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 1

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

2) - Une consécration interne = l'obligation de l'Etat d'exécuter les décisions de justice

Naturellement, l'obligation d'exécuter les décisions de justice s'impose aux particuliers et aux personnes privées. Toutefois en cas de défaillance des intéressés, il revient en définitive aux autorités publiques de faire respecter cette obligation. Ainsi, le droit à l'exécution du jugement s'impose à l'Etat. Dès lors, l'article 153-1 du CPC exprime que "l'Etat est tenu de prêter son concours à l'exécution des jugements et des autres titres exécutoires". Plus encore, le refus de l'Etat de prêter son concours ouvre droit à réparation".

Là encore, le droit interne octroie sa faveur au créancier, qui pourra avoir recours à la force publique pour être certain de voir son jugement exécuté. Si cette consécration du droit à l'exécution du jugement est donc bien normative, au demeurant, elle est également matérielle.

B). La consécration matérielle d'un droit à l'exécution du jugement

Plusieurs mesures ont été mises en place afin d'assurer l'effectivité de l'exécution du jugement, et par là même de concrétiser le droit d'accès au tribunal

des individus. Parmi ces mesures notamment, des mesures comminatoires (1) et provisoires (2).

1) - La mise en place de mesures comminatoires : le cas de l'astreinte

L'article L. 131-1 du CPC ex prévoit que le juge peut ordonner une astreinte pour assurer l'exécution de sa décision. L'astreinte vise à infliger au débiteur le paiement d'une somme d'argent pour chaque jour de retard dans l'exécution de sa dette. Définitive ou provisoire en vertu de l'article L. 131-2 CPCex, l'astreinte vise à assurer l'exécution du jugement, et à faire pression sur le débiteur pour qu'il s'exécute.

Encore une fois, c'est une mesure favorable au créancier qui va faciliter l'exécution du jugement. Toutefois, il ne s'agit en rien d'une "avance" sur cette exécution, puisque le montant de l'astreinte est versé au Trésor public. En outre, une conciliation avec les intérêts du débiteur est opérée puisque l'astreinte n'est pas automatique, et relève de l'appréciation souveraine du juge de l'exécution (Civ 2^e, 20 décembre 2001).

2) - La mise en place de mesures provisoires : le cas de l'exécution provisoire

Les articles 514 et suivants du CPC prévoient la possibilité pour le créancier d'obtenir l'exécution provisoire de son jugement. Il s'agit pour ce dernier, lorsqu'il a obtenu un jugement en sa faveur mais encore susceptible de recours,

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 2

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

d'obtenir immédiatement l'exécution du jugement, sans que ce dernier soit passé en force de chose jugée.

Le mécanisme de l'exécution provisoire constitue la preuve de la force attachée à la volonté de rendre l'exécution du jugement effective, puisque l'exécution peut ici avoir lieu alors même que la décision n'est pas définitive. On assiste encore une fois à la volonté de favoriser le créancier, toutefois, l'exécution provisoire doit être ordonnée, preuve que des limites peuvent être opposées à l'exécution du jugement.

II - Les résistances opposées à l'exécution du jugement

Si un véritable droit à l'exécution du jugement a été consacré, celui-ci ne saurait être illimité, et se heurte à la fois à des considérations d'ordre général (A) et privé (B).

A) - Des limites fondées sur des considérations d'ordre public

L'intérêt général limite en effet dans certains cas la possibilité d'exercer l'exécution du jugement, d'une part parce que le créancier ne saurait abuser de son droit (1), et

d'autre part en vue de protéger l'ordre public (2).

1) - Une réglementation procédurale stricte

Pour concilier les intérêts du créancier et du débiteur, et éviter que le créancier n'abuse de son droit, l'exécution du jugement est soumise à des conditions strictes. D'une part, des conditions de forme. En effet, en vertu de l'article 502 du CPC, le jugement ne peut être mis à exécution que sur présentation d'une expédition revêtue de la formule exécutoire. À ce titre, la jurisprudence est particulièrement sévère et exige une expédition, une photocopie de l'original n'étant pas recevable (Versailles, 13 septembre 1996). De surcroît, en vertu de l'article 503 du CPC, les jugements ne peuvent être exécutés qu'après avoir été notifiés. D'autre part, des conditions de fond sont exigées aussi, en vertu de l'article 504 du CPC, seuls les jugements passés en force de chose jugée peuvent faire l'objet d'une exécution. Si, comme nous l'avons vu, l'exécution provisoire est possible, elle reste une exception.

Ainsi, des règles strictes de fond et de forme sont exigées pour exécuter un jugement, afin que le créancier n'abuse pas de son droit, et que les intérêts de chacun soient respectés.

2) - La nécessité de protéger l'ordre public

Le droit du créancier à voir son jugement exécuté peut également être limité en vue de sauvegarder l'ordre public. En effet, si l'article 153-1 du CPCex prévoit le

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 3

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

concoure de la force publique, il est admis qu'elle puisse refuser son concours. Dans ce cas, de jurisprudence constante, la responsabilité sans faute de l'Etat sera engagée (CE, Comptons, 1923). Toutefois, cette hypothèse doit rester limitée afin de ne pas entraver le droit d'accès au tribunal du créancier ; aussi, le refus de l'Etat d'apporter le concours de la force publique ne peut être justifié que par un risque manifeste pesant sur l'ordre public (TA Nîmes, 2 juillet 2008).

Ainsi, le droit du créancier peut être limité pour protéger l'ordre public ; toutefois, pour qu'il ne soit pas lésé, une compensation financière doit lui être allouée, ceci permettant de concilier intérêt général et intérêts privés. Mais, les intérêts du créancier doivent également être conciliés avec ceux de son débiteur.

B). Des limites fondées sur des considérations d'ordre privé

L'intérêt privé, et notamment le respect des libertés et droits fondamentaux de l'individu, peuvent limiter dans certains cas le droit à l'exécution du jugement. Dans ce cadre, des garanties protègent le débiteur (1), et un délai de grâce peut lui être octroyé (2).

1) - Les garanties octroyées au débiteur

L'article L. 112-1 du CPEx prévoit la possibilité d'effectuer des saisies, c'est à dire de mettre sous main de justice des biens appartenant au débiteur, et ce, même s'ils sont détenus par des tiers. Le but ici est notamment de reconstituer le patrimoine du débiteur afin qu'il puisse payer son créancier. Toutefois, en vue de concilier les intérêts de chacun et de garantir les droits fondamentaux du débiteur, l'article 112-2 du CPEx prévoit une liste de biens insaisissables. On peut citer notamment les pensions à caractère alimentaire, ou encore les biens et mobiliers nécessaires à la vie et au travail du saisi et de sa famille.

Ainsi, on cherche à protéger le débiteur; certes il doit payer sa dette et exécuter le jugement, mais cela ne saurait se faire au détriment de biens indispensables à la vie.

2) - L'octroi d'un délai de grâce

L'article 510 du CPC permet au juge de l'exécution d'octroyer un délai de grâce au débiteur pour s'exécuter. Il s'agit ici définitivement pour le juge de prendre en compte la situation du débiteur, et de lui octroyer sa clemence, sans pour autant anéantir chez le créancier l'espoir de voir son jugement exécuté. En outre, c'est un pouvoir discrétionnaire qui est donné au juge; à ce titre, le rejet du délai de grâce n'a pas à être motivé (Req. 7 juin 1859), tandis que la décision l'octroyant devra l'être (2^{av}, 11 octobre 1978).

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 4

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Un droit à l'exécution du jugement a donc été consacré ; cela apparaît logique, le système judiciaire n'ayant pas lieu d'être si ses décisions ne sont pas mises à exécution. Toutefois, ce droit ne saurait être absolu, et le législateur a mis en œuvre un ensemble de garanties permettant de préserver les intérêts de chacun. Dès lors, il appartient au juge, et au premier chef au juge de l'exécution, de concilier les intérêts de chacun, en veillant de ne léser personne et de rendre à chacun ce qui lui est dû.

